

**LA NEF DES SCIENCES**  
**Centre Régional de Culture Scientifique**  
**Technique et Industrielle Mulhouse**

**Université de Haute Alsace**  
**Faculté des Sciences et Techniques**  
**2 Bis rue des Frères Lumière**  
**68200 MULHOUSE**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
**SUR LES COMPTES ANNUELS**  
**Exercice clos le 31/12/2025**

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

### **Relatif à l'exercice clos le 31/12/2025**

A l'assemblée générale de LA NEF DES SCIENCES

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de LA NEF DES SCIENCES relatifs à l'exercice clos le 31/12/2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre entité à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

#### ***Observations***

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Changements comptables » de l'annexe qui expose les incidences des changements de méthode comptable induits par la première application des règlements ANC 2022-06.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons l'attention sur la note « Faits caractéristiques de l'exercice » l'annexe qui décrit la situation de l'association au 31/12/2025.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous nous sommes notamment assurés de la correcte séparation des exercices concernant les subventions attribuées au titre de périodes et de programmes définis, s'étalant parfois sur plusieurs exercices.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérification du rapport moral du Président, du rapport financier et des autres documents adressés aux membres de LA NEF DES SCIENCES.**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral du Président, le rapport financier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'entité relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre direction.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Mulhouse, le 3 juin 2026

Le commissaire aux comptes  
Président  
Membre de la Compagnie  
Régionale de Colmar

Jean-Christophe DENNI



# Bilan Actif

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06		31/12/2025			31/12/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)				
	<b>Immobilisations incorporelles</b>				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	5 244	2 130	3 114	4 163
	Autres immobilisations incorporelles				
	Imm. inc. en cours, avances et acomptes				
	<b>Immobilisations corporelles</b>				
	Terrains				
	Constructions				
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques, mat. et outillage indus.	659	484	175	307
	Autres immobilisations corporelles	180 949	140 475	40 474	31 249
	Imm. corp. en cours, avances et acomptes				
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	<b>Immobilisations financières</b>				
	Participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Titres imm. de l'activité de portefeuille				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres immobilisations financières				
	<b>Total II</b>	<b>186 852</b>	<b>143 089</b>	<b>43 763</b>	<b>35 719</b>
	<b>Stocks et en-cours</b>				
	Avances et acomptes versés sur commandes				
	<b>Créances</b>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	10 080		10 080	
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	51 636		51 636	121 550
	Charges constatées d'avance	4 500		4 500	4 347
	Valeurs mobilières de placement				
COMPTES DE REGULARISATION	Instruments financ. à terme et jetons détenus				
	Disponibilités	4 032		4 032	24 942
	<b>Total III</b>	<b>70 248</b>		<b>70 248</b>	<b>150 840</b>
	Frais d'émission des emprunts (IV)				
	Primes de remboursement des emprunts (V)				
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation				
	Actif (VI)				
	<b>TOTAL GENERAL (I à VI)</b>	<b>257 100</b>	<b>143 089</b>	<b>114 011</b>	<b>186 559</b>

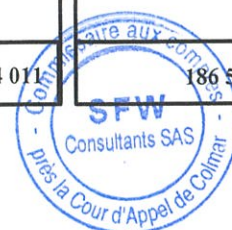




# Bilan Passif

Etat exprimé en euros  
Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires	81 429	81 429
	Fonds propres complémentaires		
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	<b>Réserves</b>		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
Autres fonds propres	Autres		
	Report à nouveau	(20 346)	(14 962)
	<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	(95 797)	(5 383)
	<b>Situation nette (sous-total)</b>	(34 714)	61 083
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	1 746	7 364
	Provisions réglementées		
	<b>Total I</b>	(32 968)	68 447
	Fonds non remboursables		
	Avances conditionnées		
	Droits du concédant		
	<b>Total II</b>		
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
	<b>Total III</b>		
Provisions	Provisions pour risques	33 852	28 017
	Provisions pour charges		
	<b>Total IV</b>	33 852	28 017
DETTES	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit	70 705	41 000
	Emprunts et dettes financières divers		
	Instruments financiers à terme		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	20 995	36 311
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	11 267	12 624
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	Autres dettes	10 000	
	Produits constatés d'avance	160	160
	<b>Total V</b>	113 127	90 095
	Ecart de conversion et différences d'évaluation - Passif (VI)		
	<b>TOTAL GENERAL (I à VI)</b>	114 011	186 559



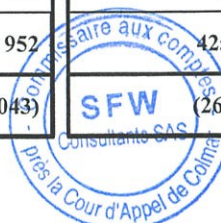
# Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros  
Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	1 425	890
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	9 313	8 478
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions	240 090	300 883
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	75	401
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions		11 625
	Utilisations des fonds dédiés		76 092
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
	Autres produits	6	257
	<b>Total des produits d'exploitation</b>	<b>250 908</b>	<b>398 626</b>
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	46 504	168 360
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	3 624	3 713
	Salaires	186 763	184 561
	Cotisations sociales	60 183	54 911
	Dotation aux amortissements et dépréciations	9 047	10 913
	Dotation aux provisions	5 835	
	Reports en fonds dédiés		
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Autres charges	32 995	2 909
	<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>344 952</b>	<b>425 367</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>(94 043)</b>	<b>(26 741)</b>



# Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros  
Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

RESULTAT D'EXPLOITATION		(94 043)	(26 741)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	1	593
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits des immobilisations financières cédées		
	Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des produits financiers		1	593
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	1 755	
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des charges financières		1 755	
RESULTAT FINANCIER		(1 754)	593
RESULTAT COURANT avant impôts		(95 797)	(26 148)
	Produits exceptionnels		20 907
	Charges exceptionnelles		
RESULTAT EXCEPTIONNEL			20 907
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			142
TOTAL DES PRODUITS		250 909	420 126
TOTAL DES CHARGES		346 706	425 509
EXCEDENT ou DEFICIT		(95 797)	(5 383)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature		10 320	
Bénévolat			
TOTAL		10 320	
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations		10 320	
Personnel bénévole			
TOTAL		10 320	





# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **114 011** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **250 909** euros et un total **charges** de **346 706** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **-95 797** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2025** et finit le **31/12/2025**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

## Objet social

Description de l'objet social de l'entité, de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées, des moyens mis en œuvre :

Cette association a pour objet :

- de favoriser le développement, la diffusion et la promotion de la culture scientifique, technique et industrielle (CSTI) par la création, le soutien, ou la coordination de toutes formes d'actions culturelles à destination du plus large public,
- de dynamiser et favoriser la rencontre et le dialogue entre la recherche, le milieu éducatif (scolaire et universitaire), les musées, les collectivités territoriales, les entreprises, les comités d'entreprises, les partenaires culturels, les partenaires associatifs, les médias... et les divers organismes qui œuvrent dans le secteur de la culture scientifique technique et industrielle,
- de promouvoir et soutenir toutes les actions d'études, de médiation, de recherches et de formation intéressant la culture scientifique, technique et industrielle et les musées,
- d'apporter son concours à toutes les extensions ou créations nouvelles de musées ou d'organisations similaires pouvant aider la promotion de la culture scientifique, technique et industrielle.



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Pour atteindre ces objectifs, l'association s'appuie sur la charte des CCSTI (Centres de Culture Scientifique Technique et Industrielle) et la mobilisation des organismes scientifiques de la région. Elle est par ailleurs acteur d'un réseau national et partenaire d'organismes européens et internationaux répondant à des objectifs similaires.

L'association s'interdit toute activité, discussion ou manifestation pouvant présenter un caractère politique ou confessionnel.

L'association est à but non lucratif.

## Identification des règles et principes comptables appliqués en accord avec les comptes de l'entité

L'autorité des normes comptables (ANC) a adopté le règlement ANC n° 2022-06 du 5 novembre 2022 modifiant le règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général. Ces nouvelles dispositions sont applicables pour la première fois aux comptes sociaux de l'exercice couvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Ce changement de réglementation se traduit par des reclassements au sein des produits d'exploitation (reprise sur subventions d'exploitation, etc...) et des charges d'exploitation (indemnités salariales, etc...). Les incidences financières et de présentation sont exposées ci-dessous:

N°Compte	Libellé	Débit	Crédit	Solde N-1
1527000	PROVISIONS POUR CHARGES		33851,95	
1530000	PROVISION/PENSION DE RETRAITE			-28017,36
7470000	QP DES SUBV VIREE AU RESULTAT		5617,52	
7770000	QUOTE-PART DES SUBVENTIONS			-20906,58

## Subventions de fonctionnement

N°Compte	Libellé	montant
7411000	SUBV DRARI	5 500,00 €
7412000	SUBV DRAC	16 000,00 €
7413000	SUBV VILLE DE MULHOUSE	25 000,00 €
7415000	SUBV CEA	8 000,00 €
7417000	CONSEIL REGIONAL GRD EST/CPER	146 712,48 €
7418000	SUBVENTIONS DIVERSES	13 000,00 €
7418120	SUBVENTIONS SERVICE CIVIQUE	1 260,00 €
7418300	SUBVENTIONS ORGANISMES PRIVES	15 000,00 €
7418500	SUBVENTIONS INSERM EST	4 000,00 €





# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

**Total Classe 741**

**240 090.00 €**

Le montant des subventions 2025 s'élèvent à 240 090€, dans ce montant 50 909€ non réalisés sur 2025 ont été comptabilisés au débit du compte 7417000.

## Faits caractéristiques de l'exercice

En 2025, la Région Grand Est a requalifié a posteriori comme inéligibles certaines dépenses de fonctionnement engagées dans le cadre de projets réalisés en 2024 et déjà financés par l'association. Cette décision a entraîné un manque à percevoir de 31 K€. Cette situation a provoqué une insuffisance de trésorerie ne permettant pas d'engager l'ensemble des dépenses éligibles prévues en 2025, générant ainsi un manque à percevoir complémentaire estimé à 51 K€.

À ces éléments s'ajoute un contexte national d'instabilité budgétaire depuis la dissolution de l'Assemblée nationale à l'été 2024, conduisant une grande partie des financeurs à réduire leurs soutiens financiers en 2025, dans des proportions comprises entre 5 % et 20 %.

L'association a pris les mesures nécessaires pour rétablir l'équilibre de son exploitation et de sa trésorerie au titre de l'exercice 2026.

## Contributions volontaires en nature

Conformément au règlement comptable CRC 99-01, les contributions volontaires ont fait l'objet d'une valorisation dans les conditions suivantes :

Les contributions volontaires (valeur de remplacement) correspondent au coût de la mission si elle avait été facturée par un professionnel : Contribution volontaire au 31/12/2025 de 10 320 € relative à la mise à disposition de panneaux publicitaires par la Ville de Mulhouse.

## Immobilisations

Nouvelle méthode concernant l'évaluation des Actifs : La société utilise la méthode simplifiée des PME. Ainsi seules les immobilisations décomposables sont soumises aux nouvelles règles sur les actifs.

En l'espèce, aucune immobilisation n'est concernée par les nouvelles normes car celles-ci n'atteignent pas les seuils légaux (en durée et/ou en valeur) déclenchant l'obligation de décomposition.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Type d'immobilisation	Mode	Durée
Matériel d'exposition	Linéaire	5 à 10 ans
Recherche et développement		
Logiciel et progiciel		
Matériel technique		
Outillage		
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel audiovisuel	Linéaire	3 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	3 à 10 ans

## Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

## Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

BP Compte courant : 4 029 €  
BP Livret ASS : 2 €  
Caisse : 1 €

Total au 31/12/2025 : 4 032 €

## Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.





# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## Engagement pris en matière de retraite

Une provision pour charge a été comptabilisée au titre de cet exercice pour tenir compte des indemnités de fin de carrière. Nous tenons compte d'une provision totale à la clôture de l'exercice. Le montant de l'engagement est ainsi de 33 851,95€ avec une provision pour 2025 de 5 834,59€ . Le montant des IFC est fondé sur l'indemnité légale de licenciement hors charges sociales (âge de départ fixé à 64 ans), sans tenir compte d'une actualisation et d'un turn-over.

## Contributions en nature:

La Région met gratuitement à disposition le local situé à l'UHA de Mulhouse et prend à sa charge son entretien ainsi que celui concernant le matériel informatique.

## Subventions perçues sur l'exercice:

L'association a reçu sur cet exercice des subventions de fonctionnement pour un montant de 240 090€.

## Provision congés payés:

Les compteurs de congés payés sont mentionnés sur les bulletins de salaires. Chaque mois une OD de congés payés calculée par le logiciel SILAE est comptabilisée.

## Variation des fonds propres:

Fonds propres au 31/12/2024 :	68 447 €
Variations 2025 :	
Quote part des subventions virées au résultat :	- 5 618 €
Déficit 2025 :	- 95 797 €
Fonds propres au 31/12/2025 avant affectation du résultat :	- 32 968 €



# Immobilisations

Etat exprimé en euros

Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2025
	Augmentations		Diminutions		
	Réévaluations	Acquisitions	Virt.p.à p.	Cessions	

INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement					
	Autres	5 244				5 244
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>5 244</b>				<b>5 244</b>
CORPORELLES	Terrains					
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement					
	Instal technique, matériel outillage industriels	659				659
	Instal., agencement, aménagement divers	41 499		17 091		58 590
	Matériel de transport					
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	122 360				122 360
	Emballages récupérables et divers					
	Immobilisations grévées de droits					
	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>164 517</b>		<b>17 091</b>		<b>181 608</b>
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence					
	Autres participations					
	Autres titres immobilisés					
	Prêts et autres immobilisations financières					
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>					
<b>TOTAL</b>		<b>169 761</b>		<b>17 091</b>		<b>186 852</b>



## Amortissements

Etat exprimé en euros

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2025
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	1 081	1 049		2 130
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>1 081</b>	<b>1 049</b>		<b>2 130</b>
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	352	132		484
	Autres instal., agencement, aménagement divers	30 642	3 247		33 889
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	101 967	4 620		106 587
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations grevées de droits				
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>132 961</b>	<b>7 998</b>		<b>140 959</b>
<b>TOTAL</b>		<b>134 042</b>	<b>9 047</b>		<b>143 089</b>





# Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2025
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	28 017	(28 017)		
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres		33 852		33 852
	<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>28 017</b>	<b>5 835</b>		<b>33 852</b>
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres				
	<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>				
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>28 017</b>	<b>5 835</b>		<b>33 852</b>

Dont dotations et reprises {  
- d'exploitation  
- financières  
- exceptionnelles


5 835

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.





Etat exprimé en euros

		31/12/2025	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1 an max. à l'origine	41 000	41 000		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	29 705	29 705		
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	20 995	20 995		
	Personnel et comptes rattachés				
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	8 432	8 432		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	2 835	2 835		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes	10 000	10 000		
Dette représentative de titres empruntés					
Produits constatés d'avance	160	160			
TOTAL DES DETTES		113 127	113 127		
Emprunts souscrits en cours d'exercice		76 677			
Emprunts remboursés en cours d'exercice		46 972			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					



## Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2025
<b>Charges constatées d'avance - EXPLOITATION</b> VODALYS 3 TICKETS RESTANTS		4 500	4 500
<b>Charges constatées d'avance - FINANCIERES</b>			
<b>Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES</b>			
<b>TOTAL</b>			<b>4 500</b>



## Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros

	Période	Montants	31/12/2025
<b>Produits constatés d'avance - EXPLOITATION</b>			160
SUBVENTION FONDATION PARTENARIALE		160	
SUBVENTION QUARTIER DES SCIENCES			
<b>Produits constatés d'avance - FINANCIERS</b>			
<b>Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS</b>			
<b>TOTAL</b>			160



## Produits à recevoir

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06		31/12/2025
Total des Produits à recevoir		49 633
Autres créances		49 633
PROVISION / CONGES PAYES	389	
CHARGES/CONGES PAYES	243	
ETAT- SUBVA RECEVOIR	49 001	





## Charges à payer

Etat exprimé en euros  
Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

Total des Charges à payer		21 110
Dettes fournisseurs et comptes rattachés <i>FOURNISSEURS FACT A RECEVOIR</i>	8 440	8 440
Dettes fiscales et sociales <i>CAP TAXE FORMATION</i>	2 670	2 670
Autres dettes <i>AAE</i>	10 000	10 000



## 2053 - Détail des produits et charges exceptionnels au 31/12/2025

Détail des produits et charges exceptionnels :	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
Totalisation		

